

Comédie

concertation médiation environnement

Citoyens et experts : des savoirs pluriels entre confrontation et coopération



Vendredi 16 octobre 2020

Le citoyen dans le dialogue territorial, un enjeu pour les transitions environnementales et énergétiques

Trois ateliers en visioconférence, du 2 au 16 octobre 2020,
en partenariat avec le Cerdd et avec le soutien de la Fondation de France
et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.



La gestion des espaces ruraux et des biens communs comme la forêt, l'eau ou les terres agricoles ne peut plus se limiter à des concertations institutionnelles. Soit parce qu'elles ont montré leurs limites, soit du fait de revendications croissantes de collectifs citoyens et d'acteurs ruraux à faire entendre leur voix et retrouver du pouvoir d'agir. Quand des citoyens et des experts sont amenés à dialoguer ensemble, l'articulation entre des savoirs scientifiques et des expertises d'une part, des savoirs locaux et des savoir-faire d'autre part, est en pratique difficile. Comment favoriser de part et d'autre leur expression, leur légitimité et leur complémentarité ?

Nous explorons ces questions à partir de quatre témoignages ainsi que de séquences d'échanges et de réflexion avec les participants à l'atelier.

Présentation de l'atelier

Julie Riegel, Comédie, association Geysier

Aujourd'hui, la connaissance prend une place considérable dans les concertations liées à des politiques ou des projets portant sur l'environnement. **L'environnement est un univers d'expertise**, et cette expertise est surtout issue des sciences de la nature, des sciences de l'ingénieur, de l'aménagement, du droit. Les savoirs spécialisés et formels (issus de cursus et de filières) sont des savoirs d'autorité. Ils ont une légitimité particulière et ils ont souvent, dans notre pays, écrasé d'autres formes de connaissance. Lorsque les connaissances des citoyens sont sollicitées, c'est le plus souvent pour collecter des données, améliorer une offre de service ou alimenter un programme de recherche.

Dans les concertations territoriales, **la confrontation entre les savoirs experts et les savoirs d'usage ou d'expérience est fréquente**, soit parce qu'ils sont le terrain de désaccords de fond, soit parce que les parties se délégitiment les unes les autres. C'est le cas par exemple entre des chasseurs (ou des pêcheurs) et des scientifiques à propos de l'estimation des populations animales et des modes de gestion. C'est le cas également entre agriculteurs et bureaux d'études écologiques ou hydrauliques à propos de la gestion de la ressource en eau dans les bassins versants. Enfin, c'est le cas entre acteurs publics, opérateurs industriels, citoyens-experts et riverains autour de projets énergétiques (éoliens ou de bois énergie, par exemple).

Pour Comédie, le dialogue des savoirs représente **un triple enjeu dans les concertations**.

- **Un enjeu de justice.** Il y a différentes façons de questionner le monde, de construire de la connaissance et de lier celle-ci à l'action. Les sciences sont des savoirs singuliers, mais il y en a d'autres.
- **Un enjeu démocratique.** Dans les concertations, il faut garantir une pluralité de l'expertise, permettre la confrontation démocratique des savoirs, éclairer avec transparence les limites et les incomplétudes de chaque type de savoir.
- **Un enjeu d'efficacité.** Il est nécessaire de favoriser la complémentarité et la coopération entre savoirs d'experts et savoirs citoyens. Dans une époque d'incertitude et de

complexité croissantes, il ne convient pas de choisir entre les deux. Il faut faire du « Et » et non pas du « Ou ».

En pratique, en terme de méthode, il n'est pas facile de faire dialoguer différents types de savoirs au sein de dispositifs de concertation dans lesquels le dialogue se manifeste souvent dans des espaces clos et des temps restreints. Or, **la compréhension des savoirs des autres et leur appropriation sont des tâches complexes**. Certains savoirs se partagent sous forme de courbes, de cartes, de chiffres ou de démonstrations théoriques. D'autres s'expriment sous forme de gestes, d'expériences ancrées dans un lieu ou de récits collectifs.

Dans cet atelier, nous allons explorer comment différents types de savoirs peuvent dialoguer, et ce que cette confrontation produit ou ne produit pas, en cheminant à travers quatre expériences concrètes, très différentes.

Témoignages

Retrouvez l'intégralité des témoignages sur la vidéo de l'atelier.

Des prairies naturelles à la croisée des savoirs

Jean-Luc Campagne, association Geyser

Dans le Cantal, le pays de Saint-Flour est riche de prairies naturelles. Pour faire face à leur dégradation (sécheresses,...), **des éleveurs mènent des expérimentations avec des partenaires techniques et scientifiques**. L'objectif du projet est de produire des semences prairiales pour répondre au besoin des agriculteurs de restaurer les prairies naturelles. Il associe une Communauté de communes, des organismes agricoles et naturalistes, de recherche et d'enseignement, ainsi que l'association Geyser dont le rôle est de favoriser la mutualisation des savoirs en construction. En effet, la récolte, la conservation et l'utilisation de ces graines nécessitent des expérimentations sur le terrain.

L'introduction de nouvelles manières de faire s'appuie sur le croisement de savoirs paysans, agronomiques, botaniques et naturalistes et **ce croisement produit à son tour de nouvelles connaissances**.

Les savoirs peuvent être « **ancrés** », c'est-à-dire mobilisés dans des pratiques actuelles des éleveurs, « **enfouis** » quand ils sont peu usités ou en voie de disparition, ou encore **récents** quand ils sont apportés par des naturalistes par exemple, ou issus d'expérimentations nouvelles. Parmi ces savoirs récents, certains sont liés la mise en œuvre d'expérimentations de nouvelles pratiques dans le cadre du projet lui-même et d'autres résultent d'un croisement des savoirs des acteurs en présence, dans le cadre des échanges entre eux.

Le croisement des savoirs s'opère de différentes façons : lors d'échanges informels « au coin du pré », lors de visites collectives sur la parcelle expérimentale ou encore lors de points d'étape organisés chaque année, qui permettent de questionner les pratiques et d'échanger autour des expériences et des observations de chacun. La combinaison des savoirs génère une vision plus riche et plus nuancée sur les pratiques.

Quelles sont les conditions de réussite d'un tel processus ? En premier lieu, un **objectif commun** (restaurer les prairies naturelles comme support de production, de paysage et de biodiversité) constitue le ciment initial du collectif et stimule l'envie d'avancer ensemble. Cet objectif doit offrir une perspective, qui est de mieux satisfaire les besoins de chacun. Pour les agriculteurs, il s'agit de répondre à la dégradation des prairies naturelles ; pour les naturalistes, c'est la préservation de la biodiversité, etc. Finalement, à travers cette démarche, pour les uns et les autres, il s'agit de favoriser la résilience des systèmes agroécologiques.

Ensuite, une **approche pratique** est nécessaire. Le savoir, c'est une expérience et un vécu. L'expérimentation collective permet à chacun d'être acteur en tant que détenteur de connaissances. La souplesse dans le processus d'expérimentation et la capacité d'initiative de chacun, l'observation de ce qui est fait par soi ou par les autres, une démarche de suivi et d'animation collective sont des accélérateurs de la construction des savoirs.

Le dialogue des savoirs se forge par un processus d'interactions qui permet aux différents regards de s'enrichir mutuellement. Cela consolide progressivement une culture commune qui constitue le socle de la dynamique collective.

Vers une gestion douce des forêts : des savoirs pour l'action

Nathalie Naulet et Anne Berthet, Réseau pour des Alternatives Forestières

Le RAF, Réseau pour des Alternatives Forestières, a été créé il y a une dizaine d'années par des gestionnaires forestiers, bûcherons et propriétaires forestiers désireux d'agir face à l'industrialisation de la forêt française (monocultures, coupes rases, mécanisation lourde) et à la perte de savoir-faire, qu'ils soient liés à la valorisation des bois locaux ou à des interventions respectueuses de la forêt.

Le RAF a toujours voulu éviter le clivage entre les « productivistes » et les « écologistes » en **favorisant le dialogue et en ouvrant les échanges aux citoyens**. Il cherche à élargir la connaissance et la diversité des points de vue. Il porte des initiatives de coopération et de transmission pour favoriser une forêt vivante et habitée.

Afin de faciliter le dialogue entre professionnels et non professionnels de la forêt et du bois, le RAF organise des cafés-forêt. Ce sont des espaces de discussion entre professionnels de la forêt, propriétaires, associations et citoyens qui se tiennent le plus souvent dans des cafés et sont ouverts à tous. Des animations comme le photolangage ou le débat mouvant permettent d'engager le débat afin que chacun comprenne les attentes des autres. L'objectif est de montrer que tout le monde a un lien avec la forêt, donc **un avis sur elle**, et qu'elle n'est pas le domaine réservé des professionnels ou des propriétaires. Ces cafés-forêts sont des étapes de sensibilisation et d'échanges qui facilitent ensuite la mise en place d'actions collectives en faveur d'une gestion forestière plus respectueuse de la forêt.

Un exemple d'alternative forestière est la mise en place d'un circuit-court de bois d'œuvre éthique, social et solidaire par le collectif Bois 07. Celui-ci est né de la préoccupation de menuisiers et de charpentiers qui souhaitent connaître la provenance et les conditions de production du bois qu'ils utilisent. L'objectif était de s'approvisionner dans un rayon d'une centaine de kilomètres auprès de propriétaires qui optent pour une gestion durable de la forêt. Cette dynamique a permis de mettre en avant **des savoir-faire spécifiques** à la gestion douce de la forêt : gestion forestière à couvert continu (sans coupe rase), coupe sélective d'arbres au profit du peuplement restant. Elle a intégré

une forte dimension sociale avec une recherche d'équité et de transparence dans la rémunération de tous les acteurs : bûcherons, débardeurs, scieurs...

Ce circuit-court, à la fois éthique et écologique, a mis en lumière le fait que les forestiers connaissent mal la façon dont est valorisé le bois et que les utilisateurs (menuisiers, charpentiers, consommateurs finaux) ne savent pas comment est gérée la forêt. Le dialogue entre ces différents acteurs facilite la compréhension des réalités et des logiques de chacun. Des particuliers qui font construire une maison en bois se rendent ainsi compte, par exemple, de toutes les pertes qu'occasionne le sciage et comprennent mieux les coûts liés au bois qu'ils achètent.

Autre réalisation : le fonds de dotation Forêts en Vie, qui permet d'acquérir des forêts grâce aux dons citoyens et de les mettre à disposition d'associations qui portent des projets alternatifs au sein de ces forêts.

En confiant ces forêts à des groupes, où se retrouvent souvent des citoyens et des professionnels, l'objectif est de partager différentes visions de la forêt, d'acquérir ensemble une culture forestière et de devenir acteur de la gestion forestière, donc de **retrouver du pouvoir d'agir**.

Les sciences participatives : vers une complémentarité des savoirs entre scientifiques et citoyens

Alexandra Villarroel, Muséum national d'Histoire naturelle

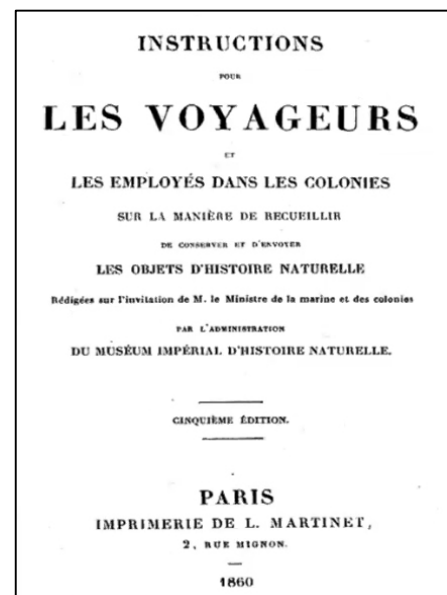
Au Muséum national d'Histoire naturelle, le programme Vigie Muséum regroupe les différents programmes de science participative dans le domaine du vivant.

La contribution des amateurs à la recherche scientifique s'inscrit dans une tradition historique, comme le montre ce manuel publié en 1860 et qui donne des instructions aux voyageurs (militaires, aventuriers, ecclésiastiques...) sur la manière de recueillir des objets d'histoire naturelle et de constituer des collections. Les interactions entre scientifiques et amateurs ne sont donc pas récentes.

Aujourd'hui, les sciences participatives se sont beaucoup développées. On considère parfois que c'est là un bon moyen, pour les scientifiques, des récolter facilement des données. En fait, face aux enjeux actuels, **les chercheurs n'ont pas la capacité à eux seuls de mobiliser les données dont ils ont besoin**. Par exemple, en matière de biodiversité, il est impossible de procéder à des relevés dans les jardins privés sans la collaboration des citoyens. Au-delà de la donnée, la motivation des scientifiques est de **transmettre une culture scientifique**, dans un contexte de défiance des citoyens envers la recherche.

Enfin, il est nécessaire que ces programmes de sciences participatives croisent **les préoccupations des citoyens**. Sans cela, ces collaborations ne pourraient pas avoir lieu.

Il y a plusieurs types de programmes de sciences participatives, qui font appel à des modalités de participation différentes. Les observatoires visent principalement à recueillir des données qui sont analysées par les chercheurs. D'autres visent à enrichir des collections, par exemple l'herbier de Paris, dont les étiquettes manuscrites sont scannées et retranscrites par une communauté de



passionnés afin qu'il soit accessible au plus grand nombre. Il y a également des projets de recherche participative, dans lesquels les participants sont impliqués dès l'origine, comme c'est le cas pour un programme de cartographie participative mené à la demande de communautés locales de Guyane. Autre exemple : la connaissance des mollusques repose largement sur les connaissances d'amateurs, puisque 70% des nouvelles espèces sont décrites par eux. Beaucoup de programmes sont co-portés par des chercheurs et des citoyens. **Les rapports entre scientifiques et citoyens peuvent donc varier fortement d'un programme à l'autre.** Par ailleurs, les « citoyens » sont eux-mêmes divers, certains sont novices alors que d'autres ont une expertise naturaliste poussée, certains participent à titre individuel et d'autres au sein de sociétés savantes ou d'associations.

La validation des données recueillies par les citoyens, qui reste une question importante, peut-être assurée de plusieurs manières. Elle est parfois assurée par des scientifiques, parfois par les communautés de participants, parfois de manière automatique par redondance quand plusieurs participants sont amenés à effectuer la même tâche, ou encore rendue inutile par les protocoles choisis qui limitent les possibilités d'erreur.

Quand les citoyens co-construisent une commande de recherche

Livio Riboli-Sasco, l'Atelier des jours à venir

Pour l'Atelier des jours à venir, poser des questions ouvertes ne doit pas être le privilège des chercheurs. Cette coopérative accompagne des communautés (organisées ou non) dans un dialogue avec des scientifiques afin de construire des questions de recherche originales et concevoir ensemble les méthodologies pour y répondre. Son pari, c'est que **la connaissance académique produite avec les citoyens est de meilleure qualité que celle qui est produite sans eux**, c'est-à-dire que la diversité des acteurs intervenant dans la recherche contribue à la richesse de sa production.

Pour que la recherche corresponde aux attentes des citoyens, au plus près des besoins des territoires, **il faut que les citoyens définissent les questions de recherche** avant même que des chercheurs ne soient identifiés. Il faut aussi prendre le temps: il faut fréquemment deux à trois ans pour formuler une question. Après cela, des médiateurs vont mobiliser des chercheurs d'institutions publiques qui puissent y répondre. Le coût est supporté grâce à une aide de la Fondation de France.

L'Atelier travaille par exemple avec des agriculteurs sur le machinisme agricole, ou avec le Planning familial d'Ardèche sur la sexualité des enfants, et sur d'autres sujets. Je vais parler d'une expérience menée dans un bidonville de Lisbonne. Elle a commencé par un « **atelier de questionnement** » dans la rue, principalement avec des jeunes hommes, qui ont abordé plusieurs questions. Il n'y a pas de méthode définie pour ce type d'atelier, mais l'objectif est de produire le maximum de questions. Les habitants ont fini par s'arrêter sur l'une d'elles : « Est-ce que la mer va détruire notre bidonville ? ». Cette menace était en effet utilisée par les autorités locales pour pousser les habitants à quitter les lieux. Ce sont les habitants eux-mêmes qui ont choisi cette question.

Prévoir l'arrivée de vagues dans un estuaire comme celui de Lisbonne n'était pas à la portée des chercheurs portugais, de leur aveu même. Un chercheur français a donc été identifié et a commencé à investiguer la question. **Les habitants ont apporté leurs connaissances historiques** et aidé à placer des capteurs sur place. Ce travail, du fait des conditions particulières du lieu, a contribué à enrichir la connaissance scientifique sur la dynamique des vagues. Il montre que ces vagues ont toujours existé, qu'elles sont prévisibles et qu'il est possible de s'en protéger. Ces arguments ont considérablement modifié le rapport de force entre les responsables politiques et les habitants du bidonville.

C'est une recherche académique avec des exigences méthodologiques standard qui a été mise en œuvre ici. Dans d'autres cas, les citoyens contribuent à la production de connaissances. Les situations sont donc variables.

Pour que cela fonctionne, il faut plusieurs conditions. La première, c'est que les citoyens s'impliquent sur **un temps long**, au minimum sept ans. Les institutions doivent également **accueillir ce type de recherche**, dégager du temps de travail aux chercheurs, permettre leurs déplacements sur le site. Enfin, la médiation est importante pour **faire le premier lien** entre habitants et chercheurs, argumenter la demande, accompagner les chercheurs pour trouver des financements. Les médiateurs sont également des traducteurs mais il ne faut pas penser pour autant que ce type de coopération puisse se mener sans d'inévitables malentendus ou incompréhensions.

En conclusion

Cet atelier a permis d'explorer des démarches coopératives réunissant des citoyens, des professionnels, des associations, des organismes de recherche ou d'expertise. Certaines de ces démarches avaient pour objectifs de **générer de nouvelles visions** sur des enjeux de gestion des biens communs et de **renouveler les savoirs** par le croisement de connaissances, d'expertises d'usage et de savoir-faire. D'autres visaient plutôt à **produire de nouvelles connaissances** scientifiques grâce aux compétences d'habitants et de citoyens. Les participants à l'atelier ont exprimé diverses intentions à l'issue des échanges : ancrer les échanges de savoirs dans la pratique autour d'enjeux concrets et après avoir identifié les besoins de chacun ; mieux impliquer les citoyens dans les démarches mobilisant différents types de savoirs ; favoriser le pluralisme des expertises ; se donner pour cela du temps et de la méthode.

Les démarches présentées montrent que les savoirs d'expérience, que l'on peut aussi qualifier de savoirs locaux ou endogènes, ne sont pas dissociables des lieux (des sols) et des contextes de vie dans lesquels ils se sont construits, individuellement et collectivement. La compréhension de ces savoirs est autant cognitive que sensible, et nécessite de l'observation et de l'immersion. Alors que les savoirs d'expérience, l'expertise d'usage, semblent a priori plus accessibles et diffusables à tout un chacun que les savoirs scientifiques, cet atelier montre que ce n'est pas le cas. Il est paradoxalement **difficile de les décrire et de les rendre accessibles** à des non spécialistes des activités et des espaces qu'ils concernent.

Cet atelier montre également que les compétences des citoyens peuvent soutenir et enrichir la production de savoirs scientifiques, par les questions fondamentales qu'ils peuvent élaborer dans un cadre approprié et par leur aptitude à mettre en œuvre ou améliorer des protocoles de collecte de données.

Isabelle Stengers, philosophe des sciences, considère que le rôle des sciences (et non de la Science) est de créer de nouvelles questions à la hauteur du monde tel qu'il se fait, plutôt que d'être des conquérants de la vérité : il s'agit d'accepter le risque de l'ouverture des savoirs, en ouvrant notre attention et notre imagination¹.

1 Elle est intervenue dans l'émission L'Heure bleue sur France Inter, pour parler de son dernier livre "Réactiver le sens commun : lecture de Whitehead en temps de débâcle", aux éditions La Découverte.
<https://www.franceinter.fr/emissions/l-heure-bleue/l-heure-bleue-23-janvier-2020>